2007-05341/

L'ÉCONOMIE EN BREF

MINISTÈRE DES FINANCES SEPTEMBRE 2004

APERÇU

- Au cours du deuxième trimestre de 2004, le produit intérieur brut (PIB) réel a connu une progression vigoureuse de 4,3 %, soit son rythme de croissance le plus élevé des deux dernières années; le trimestre précédent, la croissance avait été de 3,0 %.
- Une forte demande étrangère a fait bondir les exportations réelles de 21,6 %, après un gain de 6,1 % au premier trimestre. La croissance de la demande intérieure finale, qui avait atteint 5,9 % au premier trimestre, est redescendue à 1,7 % au deuxième. Ce fléchissement a été observé dans toutes les grandes catégories composant la demande intérieure.
- Une partie de l'augmentation de la demande a été comblée par la hausse de 13,3 % des importations.
- L'excédent du compte courant a augmenté de 8,7 milliards de dollars pour atteindre 41,7 milliards, ou 3,2 % du PIB nominal; il s'agit du vingtième trimestre de suite où un excédent est enregistré.
- L'économie canadienne a créé plus de 112 000 nouveaux emplois nets au cours des huit premiers mois de 2004, tandis que le taux de chômage est demeuré à 7,2 % en août.

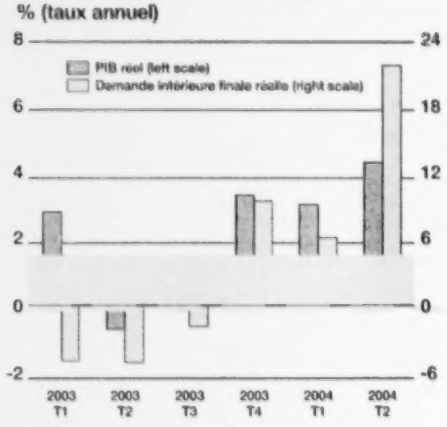
La croissance du PIB réel s'accélère

Le PIB réel a augmenté de 4,3 % au deuxième trimestre, soit son taux de croissance le plus élevé depuis le début de 2002. Au trimestre précédent, il avait progressé de 3,0 %. Les exportations ont grimpé en réponse à la forte demande étrangère (graphique 1). La demande intérieure finale a connu une croissance plus modérée qu'au premier trimestre.

Bond des exportations

Les exportations réelles ont fait un bond énergique de 21,6 %. Les exportations vers les États-Unis et d'autres partenaires commerciaux importants ont connu une hausse vigoureuse, et cela vaut pour toutes les grandes catégories de marchandises. Ainsi, les trois principales composantes des exportations – les produits de l'automobile, les machines et le matériel ainsi que les biens industriels – ont enregistré une hausse de plus de 25 %. Pour leur part, les exportations de produits forestiers ont grimpé de près de 24 %, leur plus forte progression en près de huit ans, grâce à l'essor actuel du marché de l'habitation aux États-Unis.

Graphique 1
Croissance du PIB réel et de la demande intérieure finale réelle
% (taux annuel)



Nota – Sauf indication contraire, les données et les variations en pourcentage sont en taux annuels. Les données qui paraissent dans le présent document sont celles du 10 septembre 2004 en fin de journée.

Principaux indicateurs économiques
(variation en pourcentage, taux annuels, sauf indication contraire)

	2002	2003	T4 2003	T1 2003	T2 2004	Date la plus récente	
Produit intérieur brut réel	3,4	2,0	3,3	3,0	4,3		–
Demande intérieure finale	3,1	3,6	2,3	5,9	1,7		–
Dépenses publiques							–
Biens et services	2,8	3,8	3,9	3,2	1,2		–
Immobilisations brutes	9,1	6,8	5,9	6,0	-5,1		–
Dépenses de consommation	3,4	3,1	0,7	6,4	1,3		–
Investissement résidentiel	14,5	7,5	8,6	12,0	5,8		–
Investissements fixes des entreprises	-4,0	3,2	3,3	4,8	4,1		–
Construction non résidentielle	-8,3	1,0	3,5	-2,3	3,4		–
Machines et matériel	-1,2	4,5	3,2	9,6	4,5		–
Investissements en stocks des entreprises (G$)	2,1	11,9	12,2	1,0	0,1		–
Exportations	1,1	-2,4	9,4	6,1	21,6		–
Importations	1,4	3,8	17,8	3,8	13,3		–
Solde du compte courant							
(nominal; G$)	22,7	23,8	26,6	33,0	41,7		–
(% du PIB)	2,0	2,0	2,2	2,6	3,2		–
Revenu personnel nominal	2,7	3,0	2,7	5,6	5,2		–
Revenu personnel disponible nominal	3,8	3,0	2,8	6,6	8,0		–
Revenu personnel disponible réel	1,7	1,4	3,1	4,2	4,8		–
Bénéfices avant impôts	8,6	10,0	14,6	35,8	28,6		–
Coûts et prix (%, rythme annuel)							
Indice implicite du PIB	1,0	3,2	2,2	1,6	3,5		–
Indice des prix à la consommation	2,2	2,8	1,7	0,9	2,2	2,3	juill.-2004
IPC hors les huit éléments les plus volatils	2,4	2,2	1,9	1,3	1,7	1,9	juill.-2004
Coûts unitaires de main-d'œuvre	0,5	1,5	1,2	1,3	1,2		
Règlements salariaux (total)	2,8	2,6	2,0	2,8	1,3	2,6	juin-2004
Marché du travail							
Taux de chômage (%)	7,7	7,6	7,5	7,4	7,2	7,2	août-2004
Croissance de l'emploi	2,2	2,2	3,6	1,1	2,0	-0,2	août-2004
Marchés financiers (moyenne)							
Taux de change (¢US)	63,7	71,6	76,0	75,9	73,6	77,45	10-sept.-04
Taux préférentiel (%)	4,2	4,7	4,5	4,2	3,8	4,00	10-sept.-04

Nota – Les données réelles sont en dollars chaînés de 1997.

Sources : Statistique Canada, Banque du Canada et Ressources humaines et Développement des compétences Canada

Les importations progressent tout comme les exportations

Les importations réelles ont augmenté de 13,3 %. Les importations de machines et de matériel, celles de biens industriels et celles de produits de l'automobile ont toutes connu une hausse supérieure à 10 %. La croissance des exportations a probablement contribué à cette progression des importations, étant donné que les intrants importés occupent une place importante dans la production canadienne d'automobiles ainsi que de machines et de matériel.

La croissance des dépenses de consommation ralentit

Les dépenses de consommation réelles ont augmenté de 1,3 % au deuxième trimestre, comparativement à une hausse de 6,4 % au premier. La croissance des dépenses en biens durables est redescendue à 3,7 % après avoir atteint 9,2 % le trimestre précédent. Les incitations accordées par les concessionnaires ont favorisé les achats de véhicules automobiles par les ménages, tandis que la vigueur du marché de l'habitation a alimenté les ventes de meubles et d'électroménagers. La croissance des dépenses en biens semi-durables et en services a également

ralenti, tandis que les dépenses en biens non durables ont fléchi après avoir connu une hausse sensible au premier trimestre.

Le revenu personnel a de nouveau connu une nette progression, de 5,2 % au deuxième trimestre comparativement à 5,6 % le trimestre précédent. Grâce à une hausse plus forte qu'au premier trimestre de la rémunération par employé, le revenu du travail a enregistré une hausse notable, soit de 5,5 %. Le revenu personnel disponible réel a augmenté de 4,8 % et le revenu personnel disponible réel par habitant, de 3,8 %. Enfin, le taux d'épargne des particuliers a atteint 1,5 %, comparativement à 0,8 % au premier trimestre.

Croissance vigoureuse de l'investissement résidentiel

Le marché de l'habitation a continué de tirer profit des faibles taux d'intérêt. L'investissement résidentiel, qui avait bondi de 12,0 % au premier trimestre, a connu de nouveau une croissance vigoureuse, s'établissant cette fois à 5,8 %. Les reventes d'habitations et les coûts de transfert immobilier ont progressé fortement, mais la hausse a été modérée dans le cas des mises en chantier, s'établissant cette fois à 4,6 %, tandis qu'elles avaient bondi de 12,9 % au premier trimestre atteignant alors un niveau élevé. Pour leur part, les rénovations n'ont à peu près pas fait de gains à la suite de leur forte progression au trimestre précédent.

Hausse des investissements fixes des entreprises

Les dépenses des entreprises en usines et en matériel ont augmenté pour un sixième trimestre d'affilée, cette fois de 4,1 %. Les investissements en machines et en matériel ont progressé de 4,5 %, ce qui est inférieur de plus de la moitié des résultats du premier trimestre. Les dépenses en autre matériel de transport ont monté en flèche, et elles ont grimpé également pour les ordinateurs et le matériel de bureau, mais elles ont fléchi dans le cas des machines industrielles et agricoles, des véhicules automobiles, des logiciels et du matériel de télécommunications.

La construction non résidentielle a augmenté de 3,4 % après avoir reculé de 2,3 % au premier trimestre. Les dépenses liées à des travaux de génie ont augmenté pour un sixième trimestre de suite, mais les dépenses liées à la construction d'immeubles, par exemple des immeubles à bureaux et des centres commerciaux, ont diminué pour un troisième trimestre consécutif.

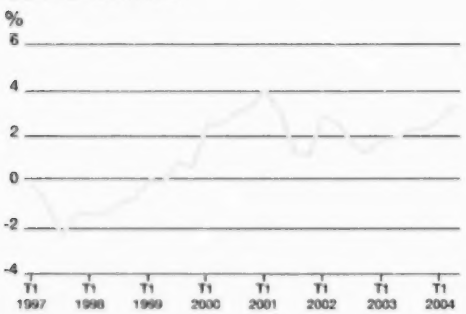
Les stocks des entreprises demeurent stables

Les stocks des entreprises sont demeurés à peu près inchangés au deuxième trimestre, après avoir augmenté de 1,0 milliard de dollars au premier. L'accumulation des stocks agricoles a contrebalancé le recul des stocks des fabricants et des vendeurs de gros et de détail.

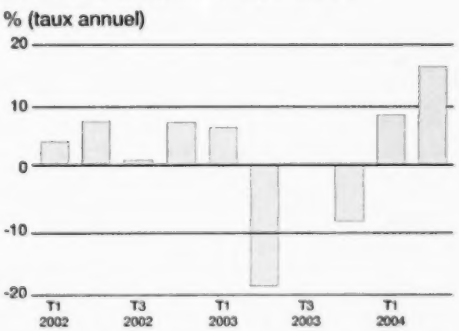
L'excédent du compte courant augmente

Le deuxième trimestre a été le vingtième consécutif où on a enregistré un excédent du compte courant, ce qui contraste avec les déficits enregistrés durant la plus grande partie des années 1980 et 1990. L'excédent a augmenté de 8,7 milliards de dollars pour s'établir à 41,7 milliards, ce qui équivaut à 3,2 % du PIB nominal (graphique 2). L'excédent commercial a augmenté de 14,3 milliards, la hausse des prix à l'exportation (graphique 3), en particulier ceux des produits primaires, ayant une incidence positive supplémentaire sur les mouvements de la balance commerciale réelle. Ce gain a été contrebalancé en partie par une détérioration

Graphique 2
Compte courant en pourcentage du PIB nominal



Graphique 3
Évolution des prix à l'exportation

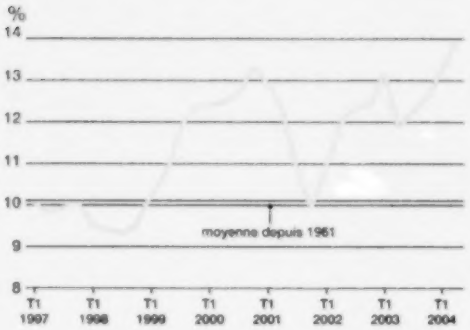


de 5,8 milliards du déficit des revenus de placement, les bénéfices plus élevés des investisseurs étrangers directs au Canada faisant augmenter les dividendes et bénéfices non répartis attribués à des non-résidents.

Les bénéfices des sociétés font un bond

Les bénéfices des sociétés ont augmenté de 28,6 % au deuxième trimestre, après avoir grimpé de 35,8 % au premier. Les gains ont été importants dans les secteurs de la fabrication, du pétrole et du gaz ainsi que celui de la vente au détail. Les quatre hausses successives de plus de 10 % ont porté les bénéfices des sociétés, exprimés en proportion du PIB, à 13,8 %, ce qui est nettement supérieur à la moyenne historique de 10,1 % (graphique 4).

Graphique 4
Bénéfices avant impôts en proportion du PIB nominal



L'inflation des prix à la consommation demeure faible

L'indice implicite du PIB, mesure exhaustive des prix intérieurs, a augmenté de 5,7 % au deuxième trimestre après une hausse de 4,5 % au premier, les prix croissants des produits de base ayant fait grimper les prix à l'exportation (graphique 3). L'indice implicite du PIB a été supérieur de 3,5 % à ce qu'il était un an plus tôt.

D'une année sur l'autre, l'inflation des prix à la consommation est redescendue à 2,3 % en juillet après s'être établie à 2,5 % en juin, étant donné que la hausse des prix de l'énergie a ralenti en juillet. Malgré tout, les prix de l'énergie ont porté l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC) au-dessus de la cible de 2 %, soit le point médian de la fourchette officielle de 1 % à 3 %, ce qui est bien supérieur aux résultats de février et de mars, où le taux était descendu à 0,7 %, le niveau le plus bas atteint récemment. Cela dit, à 1,9 % en juillet, l'inflation sous-jacente selon l'IPC, qui exclut les huit éléments les plus volatils, a été légèrement inférieure au taux cible.

Croissance de l'emploi au deuxième trimestre

L'emploi a progressé de 2,0 % au deuxième trimestre. Au cours des huit premiers mois de 2004, la vigueur de l'économie canadienne a permis de créer 112 500 nouveaux emplois nets. Le taux d'activité est demeuré à 67,4 % en août, le même taux qu'en juillet et légèrement en baisse par rapport au record de 67,7 % atteint en décembre 2003. Pour sa part, le taux de chômage est demeuré à 7,2 %, tout comme en juillet et en mai; il s'agit du taux le plus bas enregistré depuis juillet 2001.

La productivité horaire du travail a connu une nette hausse de 2,9 %, la production ayant augmenté plus vite que le nombre d'heures travaillées. Les coûts de main-d'œuvre par unité de production ont augmenté de 1,2 %, soit 1,2 % de plus que l'année précédente.

La Banque du Canada maintient son taux directeur

Le 8 septembre, la Banque du Canada a haussé son taux directeur – taux cible du financement à un jour – de un quart de point de pourcentage pour l'établir à 2,25 %. La Banque a décidé d'agir ainsi, car elle s'attend à ce que « la demande globale augmente à un rythme égal ou quelque peu supérieur au taux de croissance de la capacité de production. L'économie tournant près de son plein potentiel, il convient de réduire le degré de détente monétaire afin de prévenir une intensification des pressions inflationnistes. »

La réserve fédérale américaine a haussé son taux d'escompte de 25 points de base le 10 août, de sorte que l'écart entre les taux d'intérêt à court terme du Canada et ceux des États-Unis est désormais inférieur à 70 points de base, alors qu'il était supérieur à 90 points de base en mai. Les taux à long terme ont diminué aux États-Unis ces trois derniers mois, de sorte que l'écart entre les taux à long terme des deux pays a augmenté.

Le dollar canadien a clôturé à 77,45 cents US le 10 septembre, comparativement à 78,67 cents US le 9 janvier, sa valeur de clôture la plus élevée en plus de dix ans.

Statistique Canada est la principale source des données contenues dans cette publication. Pour toute demande d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855. Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Steven James au (613) 992-4321. Cette publication se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.